



# Fouad Rahmé : La réforme n'est pas optionnelle, ni facultative, elle sera une réalité

Marilyne Jallad

*Pour le président du Rassemblement des dirigeants et chefs d'entreprises libanais, le Liban n'est plus en crise mais plutôt à la veille de la renaissance de son économie car le système basé sur le clientélisme a prononcé son dernier souffle avec des gens de tout bord dans la rue qui réclament désormais des comptes et n'acceptent plus qu'on bafoue leurs droits les plus élémentaires ni leur dignité retrouvée.*

« Définissons d'abord où nous en sommes. Cela fait plus d'un an, que le RDCL prévoit, soulève et crie ce qui allait arriver », soutient le patron du Medef libanais. « La crise actuelle découle de deux situations : un double déficit fiscal et de la balance des paiements qui ont mené à une pression sur les marchés monétaires vu le besoin en devise et le désir de ne pas aller vers le chaos d'une dévaluation inutile dont les conséquences ont été : une hausse des taux d'intérêts et un arrêt de l'activité qui a sonné le glas d'un système qui ne pouvait plus continuer », affirme Fouad Rahmé.

Il préconise de comprendre les causes et non les effets de la crise : « un système basé sur le clientélisme dont l'arme est la corruption et qui a mené à une révolte pour la dignité humaine et non à une révolution. Un ras le bol qui s'est matérialisé par des Libanais dans la rue -certains qui ne travaillent plus- de toute condition sociale et géographique, bord politique ou communautaire qui n'acceptent plus qu'on bafoue leur dignité », explique-t-il.

**« La corruption n'a plus sa place. Nous pouvons réfléchir à notre économie »**

« Nous ne sommes plus en crise mais à la veille d'une renaissance de notre économie avec un système qui a prononcé son dernier rôle et quel que soit l'issue politique ou la structure du prochain gouvernement -quiconque viendrait au pouvoir- il n'y a plus moyen de revenir à la corruption. Les politiques



Membres actifs du RDCL.

voudront s'acquiescer une virginité et la délation entre corrompus prendra le pas », poursuit le responsable.

« Si la corruption est donc enrayée de facto, nous pouvons réfléchir à notre économie » lance Fouad Rahmé qui déplore aussi une économie « rentière et non productive » alors que « les Libanais savent faire. »

Pour le syndicaliste, ce modèle économique est aussi le résultat « d'un système corrompu et clientéliste -plus pratique pour servir les clients- délibérément choisi par les responsables ce qui a empêché de régler le fond du problème ». Maintenant que « la maladie est définie, nous n'allons pas tuer celui qui a le choléra, il s'agit à présent de nettoyer le fleuve pollué ».

**Mesures préconisées par le RDCL ramenant le déficit à 0%**

Quatre mesures phares pourraient ramener le déficit public à 0% voir 2% à condition qu'elles servent en partie à l'établissement d'un filet de protection sociale inévitable dont la santé et l'éducation pour tous soutient aussi le président. « Des recommandations que le Rassemblement a partagées auprès de tous les responsables mais en vain. »

## 1- Déficit fiscal

D'abord, il s'agit d'appliquer le Plan de l'électricité adopté par le Parlement libanais en avril 2019 qui stipule : la nomination d'un nouveau conseil d'administration, ainsi qu'une autorité de régulation et de commencer l'appel d'offre. « Toutefois réformer, c'est avoir les moyens de sa politique, CEDRE donnera ces moyens au Liban dans une bonne gouvernance. Il s'agit d'avoir la volonté de le faire pour sortir définitivement du principe du clientélisme ». Cela permettra de s'attaquer à un tiers du déficit et d'économiser 2 milliards \$.

## 2- Fonctionnement de l'État

« C'est un des plus grands coûts de nos dépenses publiques de l'ordre de 8 milliards \$ par an, répartis entre les salaires et le fonctionnement de l'Etat (locations, bureaux, voyages, fournitures etc.). « Ces frais généraux considérés parmi les plus élevés -résultat du clientélisme- avec en contrepartie un service de l'Etat inopérant que ce soit pour l'eau, l'électricité, la téléphonie et une double facture payée par tous », déplore Fouad Rahmé. « Il ne s'agit pas de se débarrasser de tous les fonctionnaires mais de faire un genre d'audit d'efficacité », poursuit-il.



THE FEDERATION  
OF CHAMBERS OF COMMERCE,  
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



Au niveau structurel, des efforts sont nécessaires pour réduire les inégalités. Le responsable appelle alors à la création d'organismes unifiés dont : « un organisme central de contrôle des achats de l'Etat, unifier aussi la Caisse des retraites, des heures supplémentaires etc. »

« Quand l'État échoue, on fait appel au secteur privé qui a d'abord à cœur le service de son client et en activant les partenariats public-privés cela impliquera : une loi anti-monopole, l'activation de l'indépendance de la justice, des mécanismes de contrôle et de la transparence. Comme conséquences positives : un meilleur service aux citoyens et le retour de leur dignité humaine».

L'état en cédant certains des 90 services qui peuvent faire l'objet de PPP en sortirait aussi gagnant dont : GSM, Ogero, gestion de l'aéroport et du port, ressources hydrauliques, distribution d'électricité, l'hôpital gouvernemental, gestion des ordures, etc...« Les PPP pourraient rapporter au-delà de 10 milliards de dollars estime le RDCL. Cela permettra aussi de baisser une partie de la dette publique en créant une économie au niveau du coût de la dette de l'ordre d'1 milliard \$ par an (ce que le Liban paie pour les bons du trésor).

Ainsi, « la responsabilité du paiement de ces services passera aux mains du secteur privé suffisamment efficient pour faire le tri des employés et leur remise à niveau. Toutefois ceux qui ne sont plus adaptables pourront bénéficier de la création d'un Fonds spécial qui leur assurera des indemnités pour une retraite prématurée soit la création d'un commerce dans leur village par exemple », explique le responsable. L'argent du Fonds pourrait être mis à disposition par des programmes mis en place par la Banque mondiale avec des prêts à très long-terme à des taux d'intérêts très bas. Cela permettra d'éviter une situation sociale qui empire » défend aussi Fouad Rahmé. Là aussi, le RDCL pense qu'en transférant le coût de ces services, il y aura une économie au niveau du budget qui sera de l'ordre

de 1 milliards \$ (Soit 2/3 du déficit).

### 3- Niveau du coût de la dette

Comme autre solution proposée : « la contribution des gens qui ont bénéficié de cette rente, appelés à faire des sacrifices pour permettre les réformes. Cet effort sur le coût de la dette devrait être fait notamment par les prêteurs de l'Etat (dont BDL et banques commerciales) ce qui entrainera une baisse de revenus, qui, si elle est conditionnée par la mise en place de réformes permettra que ce manque de revenus soit récupéré par les baisses des taux d'intérêts sur le marché monétaire. Cela permettra aussi une baisse des taux d'intérêts débiteurs sur les prêts aux consommateurs et aux entreprises ce qui relancera l'investissement et permettra une croissance de nouveau de notre économie. » Le RDCL estime que cette mesure permettra aussi de générer 1 milliard \$ d'économie au niveau du déficit.

### 4- Au niveau des recettes

« Sans augmenter aucun impôt, en appliquant juste des mesures sérieuses de contrôle fiscal et de fraude au niveau du port et de l'aéroport, nous pensons qu'il y aura une récupération possible de l'ordre de 1,5 milliards \$ », ajoute-t-il.

« Avec ces 4 mesures, nous en sommes déjà à 6,5 milliards de dollars avec un déficit 0 », résume le responsable. « Cela n'est pas impossible car ce plan de réformes permet une récupération annuelle, il est donc durable, il améliorera les recettes de l'Etat (PPP) et ramènera la confiance », ajoute-il.

## Des économies dont une partie devra servir à l'établissement d'un filet de protection sociale

« Tout le monde devrait participer à l'effort national à condition que cela aille dans le sens des réformes dont une partie des économies devrait aller à l'établissement d'un filet social inévitable. Si un début de réformes sérieuses est mis en place, le monde entier sera prêt à nous aider. Cela permettra aussi un environnement favorable aux affaires et la création d'emplois.

Toutefois, il prévient : « Si la nomination d'un gouvernement n'arrive pas rapidement, l'hémorragie se poursuivra, nous verrons ceci plus tard mais ce sera plus coûteux. La facture peut être douloureuse et elle va l'être mais sûrement moins douloureuse qu'une guerre civile » soutient en clôture Fouad Rahmé.

## Comment renverser la vapeur du déficit commercial ?

- Le rétablissement de la confiance attirera à nouveau les dépôts des Libanais de l'étranger à des coûts moindres – « cela restera toutefois toujours plus élevé que les taux d'intérêts qu'ils reçoivent des banques étrangères et ce même si nos banques ne leur donneront plus que 5%. »
- Avec le lancement des PPP et CEDRE en particulier dont une partie devra être couverte par des fonds propres cela attirera à nouveau les investissements directs étrangers.
- Étudier nos relations bilatérales avec tous nos partenaires. « Il n'est pas vrai que l'Organisation mondiale du commerce a été créée pour couler les pays. Sous l'OMC, le Liban pourra négocier certaines mesures de protection qui peuvent -tout en respectant les règles mondiales- changer un peu le visage de notre économie. Prenez l'exemple du lait en France qui est taxé à 40%. »
- Développer l'encouragement de notre industrie nationale. « Par exemple, dans un avion MEA ou Air France, il faudrait avoir des produits libanais dans le plateau repas donc renégocier nos accords commerciaux. »
- Créer des incitations fiscales avec des secteurs qu'il ne faut plus taxer dont le bâtiment –secteur représentant 17% du PIB- comme dans de nombreux pays du monde, France, US.
- Taxer les produits de luxe plus fortement.
- Mettre en valeur nos avantages compétitifs.
- Oui à des taxes sur la consommation mais pas sur la création d'emploi.